



Mihaela (Anca) AILINCAI

mihaela.ailincai@hupmf-grenoble.fr

Professeure de Droit public à l'Université de Grenoble-Alpes
Présidente de la section de Droit public
Responsable du « Groupe de recherche sur les droits et libertés fondamentaux » (GRDLF)
Membre du Centre de recherches juridiques (CRJ)

CARRIERE UNIVERSITAIRE

- Professeure de Droit public, Université de Grenoble-Alpes (depuis 2012)
- Présidente de la section de Droit public (depuis 2013)
- Responsable du « Groupe de recherche sur les droits et libertés fondamentaux » (GRDLF) (depuis 2015)
- Maître de conférences en Droit public, Université de Reims Champagne-Ardenne (2011-2012)
- Docteure en Droit public (2009)
- Chargée d'enseignements et de travaux dirigés, Université de Grenoble-Alpes (2009-2011)
- Attachée temporaire d'enseignement et de recherche (ATER), Université de Grenoble II (2007-2009)
- Allocataire de recherche-Monitrice, Université de Grenoble II (2004-2007)

ACTIVITES UNIVERSITAIRES

- Membre du jury du prix de thèse de la Faculté de Droit de Grenoble (édition 2015)
- Responsable du label CPOI (Collectivités publiques et organisations internationales), label de professionnalisation des doctorants, porté par le collège doctoral (2014-2015)
- Membre du jury du prix de thèse Jacques Mourgeon de la Société française pour le droit international (SFDI) (édition 2013)
- Co-directrice du Groupe de recherche sur les droits humains (GRDH), Centre d'études sur la sécurité internationale et les coopérations européennes (CESICE) (2010-2012)

PRINCIPAUX DOMAINES DE RECHERCHE

- Droit international et européen des droits de l'homme
- Droit des libertés fondamentales
- Droit international public

PUBLICATIONS

OUVRAGES INDIVIDUELS ET COLLECTIFS

1. « Exploitation des ressources naturelles et protection des droits de l'homme », M. AILINCAI, S. LAVOREL (dir.), Actes du colloque organisé par le CESICE les 6 et 7 octobre 2011, Pedone, Paris, 2013, 252 p.
2. « Le suivi du respect des droits de l'homme au sein du Conseil de l'Europe. Contribution à la théorie du contrôle international », Pedone, Paris, 2012, 680 p.

CONTRIBUTIONS ou CHAPITRES D'OUVRAGES COLLECTIF

3. « Le corps humain et la CEDH. Propos introductifs », in *Le corps humain et la CEDH*, Actes du colloque de l'APIDH, Lyon, 2 avril 2015, *Revue des droits de l'homme*, 2015, à paraître.
4. « Victimes sans réparation : le défaut de coopération des Etats comme obstacle à la réparation au profit des victimes devant la Cour européenne des droits de l'homme ? », in N. KRIDIS (dir.), *Victimes en Droit international*, Actes du colloque international organisé par le Laboratoire de Recherches en Droit International et européen et relations Maghreb-Europe les 4 et 5 décembre 2014, Pedone, à paraître.
5. « La piraterie face aux droits de l'homme au sein du Conseil de l'Europe », in C. SCHNEIDER ; C. CHEVALLIER-GOVERS (éd.), *L'Europe et la lutte contre la piraterie maritime*, Actes du colloque international organisé par le Centre d'études sur la sécurité internationale et les coopérations européennes (CESICE) les 14 et 15 novembre 2013, Pedone, à paraître en 2015.
6. « Approche comparée des méthodes non-conventionnelles de prévention des violations des droits de l'homme », in E. DECAUX (dir.), *La prévention des violations des droits de l'homme*, Actes du colloque de l'Institut international des droits de l'homme, Paris, 13-14 juin 2013, Pedone, 2015, pp. 125-139.
7. « La paix et l'emploi de la force : l'article 35 de la Constitution française », in J. MEKHANTAR ; R. PORTEILLA (dir.), *Paix et Constitutions*, Actes du colloque international organisé par le CREDESPO les 20 et 21 septembre 2012, éditions Eska, Paris, 2015, pp. 277-304.
8. « Exploitation des ressources naturelles et droit à un environnement sain », in M. AILINCAI ; S. LAVOREL (dir.), *Exploitation des ressources naturelles et protection des droits de l'homme*, Actes du colloque organisé par le CESICE les 6 et 7 octobre 2011, Pedone, Paris, 2012, pp. 83-104.
9. « La surveillance non juridictionnelle du respect de la *soft law* au sein du Conseil de l'Europe », in J. ILIOPOULOS-STRANGAS ; J.-F. FLAUSS (dir.), *La Soft Law des Organisations Européennes*, Actes du Colloque de la Societas Iuris Publici Europaei (SIPE), Ant. N. Sakkoulas / Nomos Verlagsgesellschaft / Stämpfli Verlag, coll. de la SIPE, Athènes, Baden-Baden, Bern, 2012, pp. 83-101.
10. « La justification, devant le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, des pertes civiles ou de la destruction de biens civils par l'argument de nécessité militaire », in CHRISTAKIS, T. ; BANNELIER, K. (dir.), *La nécessité en droit international*, Actes du Colloque de Grenoble de la Société française pour le droit international (SFDI), Pedone, Paris, 2007, pp. 337-348.

ARTICLES DE REVUES

11. « Le Conseil de l'Europe et la lutte contre l'impunité », *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, 2014, n° 98, pp. 91-114.
12. « Espoirs et inquiétudes autour de la révision du cadre juridique général de l'Union européenne sur la protection des données à caractère personnel », *Revue de l'Union européenne*, mars 2014, n° 576, pp. 170-177.

13. « Le contrôle parlementaire de l'intervention des forces armées à l'étranger. Le droit constitutionnel français à l'épreuve du droit comparé », *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger*, 2011, n° 1, pp. 129-154.
14. « L'avenir de la Cour européenne des droits de l'homme à l'aune de la Conférence ministérielle d'Interlaken », *Cahiers de droit européen*, 2010, n° 3/4, pp. 457-486.

CHRONIQUE

15. Chronique sur « La soft law et les droits fondamentaux », à paraître à la *Revue trimestrielle des droits de l'homme (RTDH)* en 2016.

COMMUNICATIONS NON PUBLIEES

16. Conférence débat sur le thème : « Les droits fondamentaux à l'épreuve de la lutte contre le terrorisme », Faculté de droit de Grenoble, 2 février 2015.